



Mexique 2008

CENTRE INTERNATIONAL DE SOLIDARITÉ OUVRIÈRE

RENCONTRES DANS LES MAQUILADORAS MEXICAINES

JUIN 2008



Agence
canadienne de
développement
international

Canadian
International
Development
Agency

Le CISO dans les *maquiladoras* mexicaines

Ce rapport témoigne d'une expérience marquante en termes d'apprentissage et de solidarité intersyndicale. Le CISO renoue ainsi avec ses racines : l'organisation de stages. Le dernier stage remontait à 2004, à Cuba. Faute de ressources, et pour d'autres raisons, aucun stage n'a pu se tenir pendant plus de trois ans. Nous espérons que cette expérience mexicaine marquera un retour régulier de cette activité enrichissante, pépinière de militants de tous âges, porteuse d'espoir et de solidarité agissante.

Comme en témoigne ce rapport, ce stage a été l'occasion pour plusieurs militantes et militants d'organisations québécoises, canadiennes, mexicaines et états-unienne, de partager des expériences, des stratégies, d'apprendre les unes des autres, d'analyser et de réfléchir ensemble aux multiples façons de faire face au rouleau compresseur du capitalisme mondialisé, celui des grandes entreprises insatiables, prêtes à tous les abus pour payer des salaires de plus en plus bas, au point d'imposer des conditions de travail proche de l'esclavage. La logique actuelle ne peut que continuer à faire reculer les droits.

C'est en tout cas ce que les stagiaires ont pu constater durant les 10 jours intenses passés à rencontrer différents syndicalistes et syndicats, issus de tous les secteurs de la société mexicaine, affectés par les mêmes enjeux, en lutte contre les mêmes menaces. Projets de privatisation du principal bien public des Mexicains, le pétrole, menaces sur les services publics, délocalisations vers la Chine, répression des syndicats et des syndicalistes, manque d'accès à l'éducation, surexploitation des travailleurs saisonniers, des femmes, des enfants. L'état des droits en général et des droits des travailleurs en particulier ne cesse de se détériorer.

Le CISO est fier de pouvoir contribuer à créer et à consolider des alliances nationales et internationales entre organisations syndicales. Il s'agit d'une nécessité impérieuse. Les grandes entreprises multinationales s'organisent, leur stratégie s'internationalise : nous devons en faire autant si nous voulons changer le rapport de force et obtenir le respect et la dignité pour les travailleuses et les travailleurs où qu'ils se trouvent.

Ce stage au Mexique s'est déroulé en février 2008. Il a été organisé dans le cadre d'un partenariat entre le Centre international de solidarité ouvrière (CISO) et le Front authentique des travailleurs (FAT), une importante organisation syndicale indépendante et autonome mexicaine.

Le projet, intitulé Organisation et formation de travailleuses et travailleurs dans les zones de maquiladoras dans le nord du Mexique, vise à susciter la formation d'organisations indépendantes de travailleuses et de travailleurs dans trois zones où sont établies des maquiladoras.

Depuis les années 1970 et 1980, des zones franches mexicaines ont reçu des usines d'assemblage, principalement américaines, mais aussi japonaises et canadiennes, pour y exporter leur production. Une manière de profiter des coûts moindres de la main-d'œuvre mexicaine, principalement des femmes.

Le FAT, via son Centre d'étude et de formation sur les droits du travail (CETLAC), est déjà présent à Ciudad Juarez— le plus important centre de maquiladoras situé à la frontière du Mexique — depuis 1999. Depuis quelques années, il tente d'étendre son expertise dans d'autres régions du Mexique où se développent des maquiladoras. Dès les débuts, le CISO a appuyé le travail du CETLAC de Ciudad

Juarez. Le projet en cours apporte un appui aux centres d'éducation et de formation sur les droits du travail de Ciudad Juarez, mais aussi de Monterrey et de Gomez Palacio, afin que ces deux derniers bénéficient de l'expertise développée par le CETLAC.

Les partenaires financiers dans ce projet sont l'Agence canadienne de développement international (ACDI), la United Electrical, Radio and Machine Workers of America (UE), un syndicat états-unien, le Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier (SCEP-FTQ), les Métallos (FTQ), les Travailleurs canadiens de l'automobile (TCA-FTQ) et le Conseil central du Montréal métropolitain (CCMM-CSN). Le stage était composé d'un militant ou d'une militante de chacune des organisations syndicales partenaires auxquels se sont ajoutés des militants de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ), de la Centrale des syndicats du Québec, (CSQ) et de la Confédération des syndicats nationaux (CSN). Au Mexique, en plus du Front authentique des travailleurs, les partenaires locaux sont les Centres de formation ouvrière (CETLAC) à Ciudad Juarez et à Monterrey et le Front ouvrier, paysan, étudiant et populaire (FOCEP) à Gomez Palacio.

Un magnifique travail de solidarité où toutes les forces sont mises à contribution.



Du 16 au 25 février 2008, sept syndicalistes québécois ont fait un stage au Mexique avec notre partenaire le Front authentique des travailleurs (FAT). Les organisations syndicales représentées pour le stage étaient la Centrale syndicale du Québec (CSQ), la Confédération des syndicats nationaux (CSN), le Conseil central du Montréal métropolitain (CCMM-CSN), la Fédération interprofessionnelle de la santé (FIQ), les Métallos (FTQ), le Syndicat canadien de l'énergie, des communications et du papier (SCEP-FTQ) et les Travailleurs canadiens de l'automobile (TCA-FTQ). Marie-Noëlle Roy du CISO accompagnait les stagiaires.

Le trois grandes tendances du syndicalisme mexicain

Benedicto Martinez, membre de la Commission d'organisation syndicale du FAT (Front authentique des travailleurs) et vice-président de l'UNT (Union nationale des travailleurs) nous a dressé le portrait du monde du travail et de l'organisation syndicale au Mexique. Nous avons complété ce portrait par quelques renseignements provenant de la présentation de Christian Lévesque dans le cadre de la préparation de ce stage.

La population active mexicaine compte 40 millions de personnes, réparties moitié-moitié entre le secteur informel et le secteur formel. Dans le secteur formel, cinq millions de travailleuses et de travailleurs sont syndiqués.

Malgré un cadre légal garantissant la liberté d'association, plusieurs règlements et pratiques en limitent l'exercice.

Les syndicats mexicains se divisent en trois grandes tendances : les syndicats corporatistes (charros), les syndicats «blancs» ou patronaux et les syndicats indépendants.



PREMIÈRE TENDANCE : LES SYNDICATS CORPORATISTES – LE CONGRÈS DU TRAVAIL (CT)

Les organisations syndicales membres de cette tendance sont nées sous la tutelle gouvernementale. Elles comptent un million de membres répartis dans 36 organisations, dont les principales sont la Confédération révolutionnaire des ouvriers du Mexique (CROM), la Confédération des travailleurs mexicains (CTM), la Confédération révolutionnaire des ouvriers et paysans (CROC), la Confédération nationale paysanne (CNC) et la Fédération des syndicats de travailleurs au service de l'Etat (FSTSE). La grande majorité de ces syndicats se disent révolutionnaires, malgré des pratiques qui contredisent cette affirmation.

Jusqu'en l'an 2000, ces syndicats étaient intimement liés au parti au pouvoir, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI). Malgré le changement de gouvernement en 2000, ces organisations syndicales sont restées liées au pouvoir, pour lequel elles sont un bon apport de votes lors des élections.

La diversification du syndicalisme mexicain est récente. Cela ne fait que quelques années que le CT n'est plus le seul interlocuteur du gouvernement. Mais c'est encore cette centrale qui négocie le

Lundi 18 février 2008

Lors de cette première journée, on a d'abord situé le contexte économique et politique du Mexique. Pour nous familiariser avec l'économie mexicaine, notre stage a commencé par une rencontre avec deux militants mexicains : Alberto Arroyo du Réseau mondial d'action contre le libre-échange (RAMLC) et Alfredo Dominguez de la direction nationale du FAT. Deux autres membres de la coordination nationale du FAT, Beatriz Lujan et Hilda Ramirez, ont assisté à une partie de la rencontre.

L'ÉCONOMIE MEXICAINE

La sécurité du capital avant tout

Alberto Arroyo nous expose les différentes étapes du développement économique du Mexique en lien avec les politiques néolibérales, la mondialisation et le Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité (PSP).

La première bataille perdue contre le néolibéralisme a été celle des idées, de la pensée unique qui laisse entendre qu'au-delà du néolibéralisme, il n'y a point de salut. Cette pensée a été imposée, entre autres, par des mesures coercitives comme celles de la Banque mondiale qui exige des ajustements structurels en échange de toute forme d'aide.

Pour assurer la pérennité des politiques néolibérales, les grandes transnationales devaient trouver des mécanismes, d'où la naissance des accords de libre-échange. L'objectif ultime est que ces accords décident de tout, quelles que soient les constitutions ou les législations adoptées démocratiquement, les litiges étant réglés par arbitrages internationaux. Les décisions rendues dépendent aussi souvent du poids politique des pays en cause. Par exemple, mis à part le bois d'œuvre, les États-Unis n'ont jamais perdu une cause.



Le PSP fait aussi partie de ces mesures. Derrière un rationnel visant la lutte au terrorisme, ce qui prime est la sécurité des intérêts financiers. La «sécurité» devient plus importante que la liberté.

Dans ce contexte, la stratégie économique est de laisser agir les forces du marché. Le Mexique a favorisé les investissements étrangers et l'exportation : produire ici et vendre ailleurs ! De toute façon, les travailleuses et les travailleurs mexicains sont trop pauvres pour consommer.

Pas plus riches pour autant

Les matières premières viennent de l'extérieur, on assemble au Mexique puis on exporte. Selon Alberto Arroyo, si les matières premières des produits traités dans les maquiladoras étaient mexicaines, cela créerait quatre fois plus d'emplois.

Cette stratégie économique dénationalise l'économie mexicaine et a un impact négatif sur l'emploi. Pour les années 1994–2006, on parle d'une croissance économique de 50 %, mais les pertes d'emplois sont de

15 %. La productivité des employés a augmenté de 66 % et les coûts de production ont diminué de 46 %.

Le secteur agricole est particulièrement touché. On a cessé de cultiver deux millions d'acres, ce qui a occasionné 1 400 000 pertes d'emplois. Plus de 575 000 personnes par année émigrent aux États-Unis et l'émigration vers le Canada s'accroît. Le total de l'argent que les émigrants envoient au Mexique est neuf fois plus grand que celui des programmes gouvernementaux.



salaire minimum avec le gouvernement ¹. D'ailleurs, plusieurs dirigeants syndicaux participent officiellement au pouvoir. 40 députés de l'actuel parlement viennent de ces syndicats et ce sont eux, entre autres, qui ont mis de l'avant la réforme de la Loi du travail, dénoncée par le FAT et l'UNT, les syndicats indépendants.

La vie démocratique des syndicats corporatistes est assez déficiente : la majorité ne tient jamais d'assemblée générale et si quelqu'un ose se plaindre des dirigeants syndicaux, il n'est pas rare que cette personne perde son emploi.

DEUXIÈME TENDANCE : LES SYNDICATS DES PATRONS OU SYNDICATS « BLANCS »

Ces syndicats sont nés dans l'état de Monterrey entre 1960 et 1970, en pleine effervescence syndicale. Les entreprises mexicaines étaient alors concentrées dans cet État, et même le CT paraissait trop « rouge » pour ces entreprises. Il y a donc eu la création du FNS.

Ces syndicats sont créés par les patrons, qui nomment aussi la direction syndicale. Lorsqu'une entreprise vient s'établir au Mexique, elle peut demander au gouvernement mexicain de lui « octroyer » un syndicat. Dans certaines entreprises, la direction des ressources humaines est même exercée par le président ou la présidente du syndicat, qui répond évidemment aux intérêts des entreprises. Durant le mandat de Vicente Fox, les entreprises étaient beaucoup appuyées en ce sens. Au Mexique, alors que les conventions collectives se négocient automatiquement tous les deux ans, les contrats de protection, eux, n'ont pas de durée définie.



Les habitations des travailleuses et des travailleurs de maquiladoras

¹ Le salaire minimum est actuellement de 50 pesos (environ 5 \$) pour une journée de travail de huit heures. Le salaire minimum est augmenté annuellement le 1^{er} janvier. La dernière augmentation était de 4 % pour un taux d'inflation de 3,5 %. 25 % des travailleuses et des travailleurs sont au salaire minimum. Celui-ci est insuffisant pour faire vivre une famille, ce qui oblige toute la famille à travailler pour être en mesure de répondre à ses besoins de base. Les gens qui vivent de l'économie informelle, comme ceux et celles qui lavent les voitures, peuvent gagner jusqu'à 350 pesos par jour alors qu'en usine, leur salaire quotidien serait entre 50 et 100 pesos. Toutefois, ils doivent donner une part à la personne qui contrôle le secteur et n'ont pas d'avantages sociaux. 26 millions de personnes vivent avec un revenu moindre que le salaire minimum. Selon l'institut INEGI, 12,5 millions de personnes sont sans emploi.

TROISIÈME TENDANCE : LES SYNDICATS INDÉPENDANTS

Les syndicats indépendants fondent leur action sur des principes de participation, de transparence, de démocratie et d'intégrité. Ils sont indépendants du gouvernement, des patrons, des partis politiques et des églises. Un tel travail syndical exige beaucoup d'énergies militantes car, généralement, il n'y a pas de libérations syndicales pour eux. Quelques conventions collectives en prévoient, mais c'est toujours le fruit d'âpres luttes syndicales.

Les syndicats indépendants se regroupent au sein de l'Union nationale des travailleurs (UNT). Fondée en 1997 par deux des organisations les plus anciennes dans le courant indépendant, le Front authentique du travail (FAT) et la Centrale indépendante des organisations indigènes et paysannes (CIOAC), respectivement les organisations syndicale et paysanne les plus importantes. Fonder une nouvelle centrale syndicale était vraiment un geste héroïque. L'UNT compte maintenant 350 000 membres. Elle est composée de syndicats indépendants, mais aussi de syndicats corporatistes qui ne croient plus possible de changer les choses à l'intérieur du CT. On y retrouve aussi des syndicats paysans, qui n'avaient jamais fait partie d'une centrale indépendante et qui font face à une grande répression.

Avec les années, l'UNT est devenue un point de référence pour les autres organisations syndicales et ce, tant au plan local qu'international. Une des luttes importantes de l'UNT à l'heure actuelle est la réforme de la Loi du travail. Les visées gouvernementales sont de limiter les droits syndicaux et ceux des travailleuses et des travailleurs. En réponse, l'UNT et le FAT ont déposé, par le biais du PRD (Parti révolutionnaire démocratique), un projet de loi visant la défense des droits des travailleuses et des travailleurs. Un des éléments visés par ce projet est que la Loi du travail soit dorénavant administrée par le pouvoir juridique plutôt que par le président. Il vise aussi à revoir les procédures d'accréditation syndicale, en exigeant par exemple le vote secret, car les procédures actuelles favorisent les pratiques d'intimidation. Pour faire adopter cette loi, le FAT et l'UNT comptent sur la solidarité internationale.

Francine Néméh, du CISO, en compagnie de membres du FAT et de l'UNT



LA SITUATION POLITIQUE AU MEXIQUE

Une liberté syndicale théorique

La Coordination nationale du Front authentique des travailleurs (FAT) nous a dressé un portrait politique du Mexique, par la voix de son porte-parole Antonio Villalba.

La Révolution mexicaine et la constitution de 1917 furent à l'origine d'une première au monde : la reconnaissance du droit d'association et du droit de grève dans une constitution. Mais les choses ont bien évolué depuis et trop souvent, la liberté syndicale au Mexique n'est que théorique.

Le Mexique a été gouverné par le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) et ses divers ancêtres depuis la Révolution jusqu'en l'an 2000. Depuis 2006, le PRI n'est plus que la troisième force politique au Mexique. Les deux autres partis sont le PAN (Parti d'action nationale), au pouvoir, et le PRD (Parti révolutionnaire démocratique).

Au moment du stage, il y avait devant le Parlement deux projets de réforme de la Loi du travail. Le

premier était présenté par le PAN, le deuxième par le FAT, l'UNT et le PRD. L'enjeu est l'administration de la Loi du travail : par le Président (PAN) ou par le pouvoir juridique (FAT, UNT et PRD). Le projet syndical propose aussi de revoir les procédures d'accréditation syndicale, par exemple en exigeant le vote secret, car les procédures actuelles induisent des pratiques d'intimidation pour les travailleuses et les travailleurs. Le FAT et l'UNT comptent sur l'appui des alliances internationales.

Le FAT tente aussi de faire adopter une loi sur l'économie sociale qui unifierait les différentes réglementations sur le sujet. Quatorze millions de personnes travaillent dans les différents secteurs de l'économie sociale. Actuellement, beaucoup de petites et de moyennes entreprises sont acculées à la fermeture et le FAT serait intéressé à ce qu'elles soient transformées en entreprises d'économie sociale.





El Frente auténtico del trabajo (FAT)

Les trois principes qui guident l'action du FAT sont la démocratie, l'indépendance et la justice. Le principe d'indépendance se traduit dans ses statuts et règlements, qui contiennent notamment un article qui stipule que si quelqu'un veut se présenter comme député, il doit démissionner de ses fonctions syndicales et lors de son retour, il revient comme simple militant.

Le Congrès national du FAT se tient à tous les trois ans. Les syndicats ont droit à un délégué pour chaque tranche de 10 membres. Le Congrès élit la direction nationale, qui se réunit une fois tous les trois mois et la coordination nationale qui elle, se réunit à toutes les semaines. Au FAT, il n'y a ni président ni secrétaire général mais plutôt une direction collégiale.

Le FAT compte environ 40 000 membres provenant de différents secteurs d'emploi, répartis dans 17 régions, et il est membre de l'UNT.

Le FAT a fait de la condition féminine un de ses fronts de lutte et a réussi à introduire des clauses en ce sens dans plusieurs conventions collectives, par exemple en matière d'accessibilité à l'emploi. On y retrouve de plus en plus de femmes dirigeantes syndicales.

La priorité majeure du FAT est la formation de ses militantes et de ses militants. Il a aussi établi des alliances internationales, notamment avec le Québec. La première action de solidarité du FAT avec le Québec s'est déroulée pendant le Front commun de 1972. À cette époque, le FAT avait signé une déclaration demandant de libérer les chefs syndicaux, sinon ils allaient occuper l'ambassade canadienne. Ce qu'ils n'ont pas fait, les chefs syndicaux ayant été libéré trois heures plus tard !

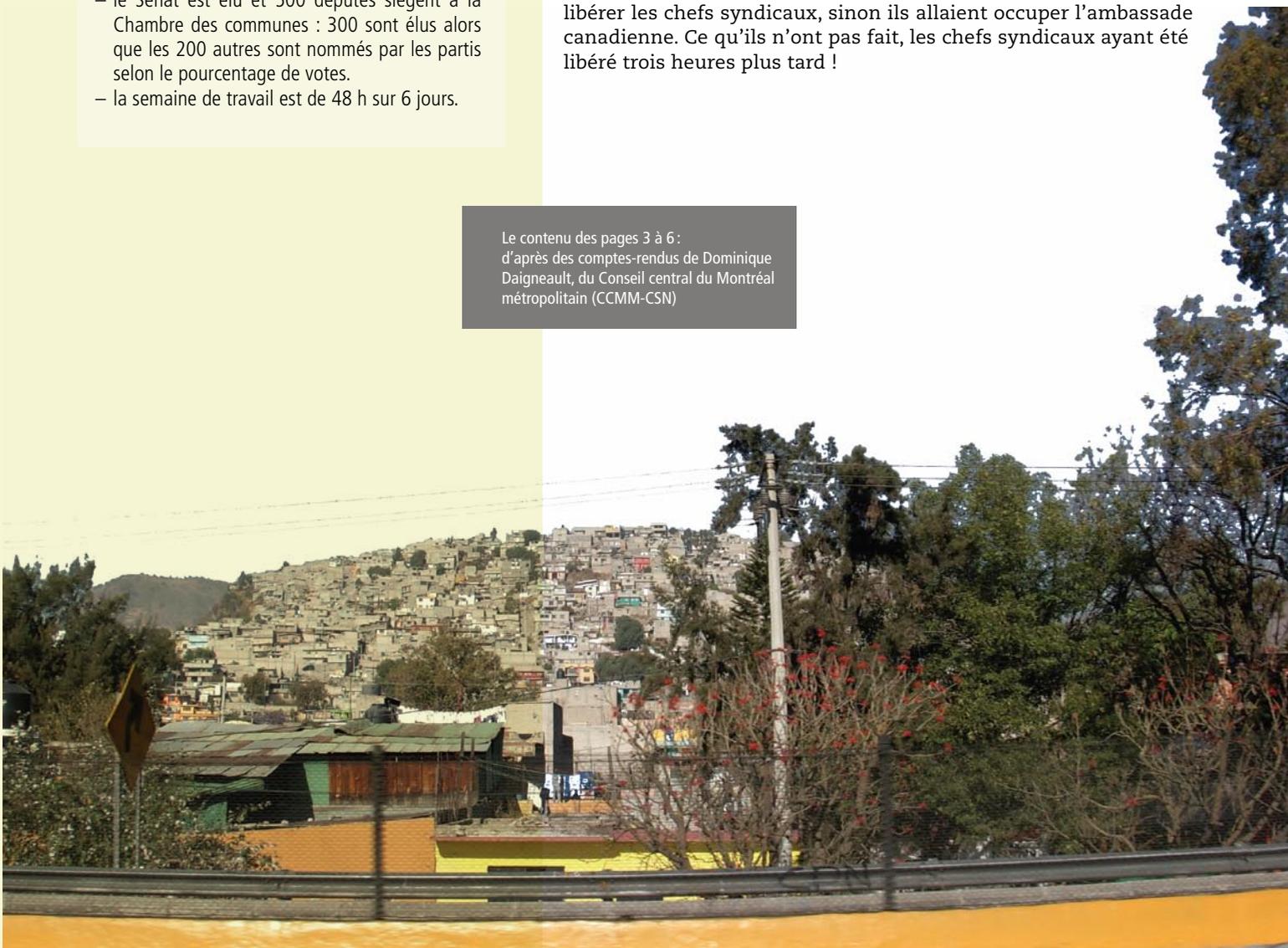
Rencontre avec la coordination du FAT

Lors de cette rencontre, nous avons aussi discuté avec les membres suivants de la Coordination nationale du FAT : Antonio Villalba Granados, Benedicto Martinez Orozco, Hilda Ramirez García, Beatriz Lujan, Alfredo Dominguez Araujo, José Ezequiel García Vargas et Jorge Robles. Nous avons parlé de condition féminine, de l'histoire du FAT, fondé en 1960, des alliances nationales et internationales, des deux projets sur la loi du travail sur la table et du travail de formation du FAT.

Au Mexique

- le Sénat est élu et 500 députés siègent à la Chambre des communes : 300 sont élus alors que les 200 autres sont nommés par les partis selon le pourcentage de votes.
- la semaine de travail est de 48 h sur 6 jours.

Le contenu des pages 3 à 6 :
d'après des comptes-rendus de Dominique Daigneault, du Conseil central du Montréal métropolitain (CCMM-CSN)



PEMEX, un géant menacé de disparaître

Lors de notre séjour au Mexique, un important débat avait cours sur la privatisation de *Petróleos Mexicanos* (PEMEX). Le débat occupait tous les forums et toutes les tribunes, autant dans les journaux, à la télévision, dans les radios que sur la place publique.

LES ORIGINES DE PEMEX

La naissance de PEMEX est liée aux luttes du Syndicat de travailleurs pétroliers de la République mexicaine et de ses 18 000 membres. En 1935, le syndicat négociait le renouvellement de la convention collective de travail avec le patronat, en majorité des entreprises étrangères, surtout américaines. Cette négociation a échoué et les travailleurs se sont mis en grève. Celle-ci se prolongea jusqu'à l'épuisement des ressources pétrolières dans le pays, ce qui provoqua un ralentissement de l'économie nationale, principalement par manque de transport.

Les décisions des tribunaux en faveur des travailleurs ne changèrent rien à la situation. Les entreprises refusaient tout simplement d'assumer leurs obligations envers leurs salariés. Même l'intervention de la Cour suprême n'y fit rien.

Le gouvernement, finalement, sous la pression des syndicats et des mouvements sociaux, a adopté un décret d'expropriation. C'était le 18 mars 1938. Soixante-dix ans maintenant !

Sur la lancée, l'État a créé *Petróleos Mexicanos* (PEMEX), une société d'État gérant l'extraction, l'exploitation et l'administration des ressources pétrolières pour le bénéfice de la nation. Le pétrole est une ressource tellement importante au Mexique que la constitution mexicaine lui consacre l'article 27, qui déclare que cette richesse appartient à l'État et doit servir les intérêts du peuple mexicain. Ce n'est pas rien !

PRIVATISATION DE PEMEX

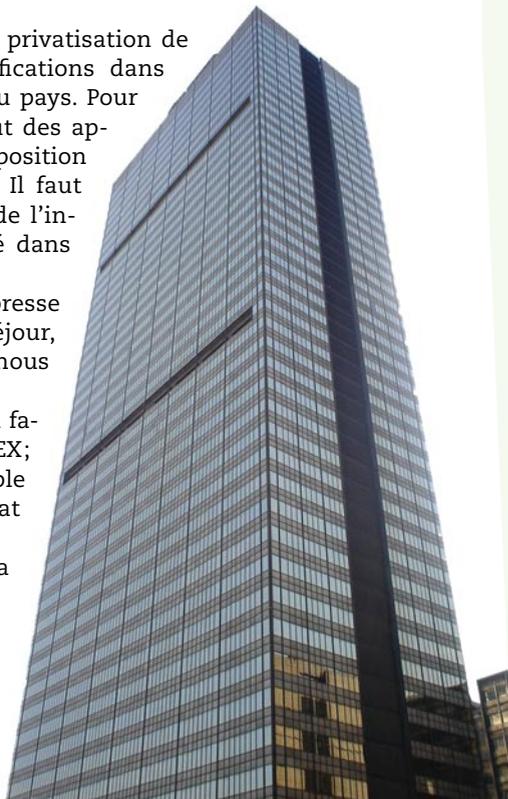
Donc, lorsqu'on parle de la privatisation de PEMEX, on parle de modifications dans les lois et la constitution du pays. Pour réussir un tel exploit, il faut des appuis dans les partis d'opposition et dans l'opinion publique. Il faut les convaincre du bienfait de l'intervention du secteur privé dans PEMEX.

La campagne dans la presse est intense. Pendant notre séjour, un texte dans un journal nous dit que :

- 62% des Mexicains sont en faveur d'une réforme de PEMEX;
- Seulement 23% est favorable à ce que cette société d'État reste telle quelle;
- La majorité approuve la privatisation de PEMEX.

Je doute de la véracité de l'information : si des syndicats, des organisations sociales et universi-

La Tour PEMEX



ENTREVUE À LA RADIO COMMUNAUTAIRE

Le 22 février, nous avons été les invités du RMALC (*Red Mexicana de Acción frente al Libre Comercio*) à une radio communautaire de Mexico, IMER, Radio Ciudadana. En compagnie de Sergio Reggazoni et d'Alberto Arroyo du RMALC et de l'ingénieur Alfredo Hernandez Peñaloza, un ex-employé de PEMEX, David Maden a participé à l'émission de radio *Espacio abierto*, animée par Norma Castañeda du RMALC. L'émission portait sur la privatisation de PEMEX, le monopole pétrolier mexicain, sur les menaces que cela ferait peser sur l'autonomie du pays et sur la gestion des ressources naturelles mexicaines.

Alberto explique les impacts d'une telle privatisation sur la population. Il donne l'exemple du secteur de l'électricité, qui s'est tourné vers le secteur privé il y a quelques années. Aujourd'hui, 33% de l'électricité est produite par le secteur privé. L'indépendance et l'autonomie de la nation risquent d'être compromises, sans oublier les hausses de prix.

Toute cette question de la privatisation de PEMEX nous rappelle ce qui se passe au Canada avec le pétrole des sables bitumineux de l'Alberta. En février 2008, la production est de un million de barils de pétrole par jour et on veut atteindre les cinq millions de barils par jour, soit le quart de la consommation des États-Unis. Le coût environnemental de l'extraction des sables bitumineux est énorme : chaque baril de pétrole extrait consomme de deux à cinq barils d'eau, qui une fois utilisée est polluée et non réutilisable. Donc, d'énormes réservoirs d'eau contaminée, qui se multiplient à vue d'œil, sans oublier les gaz à effet de serre. L'exploitation des sables bitumineux compte pour 34% des émanations du Canada alors que l'Alberta ne représente qu'environ 10% de la population du Canada.

Les sables bitumineux et les pétroles mexicains, deux situations qui se ressemblent, orientées vers l'énorme soif de pétrole de notre voisin commun, les États-Unis d'Amérique.

Rencontre avec les syndiqués des stations-service du district fédéral

Le 22 février, nous avons rencontré des travailleuses et des travailleurs des stations-service. Leur syndicat, le STRACC, a organisé 88% des stations-service du district fédéral, où se trouve la capitale Mexico.

Ces travailleurs nous ont alors expliqué leur contexte de travail et les abus dont ils étaient victimes. Les pompistes non syndiqués travaillent sans rémunération de leur patron, se contentant des pourboires des clients. En outre, les propriétaires des stations d'essence obligent les pompistes non syndiqués à vendre additifs, huiles et autres produits : s'ils n'atteignent pas les quotas fixés, ils doivent déboursier le coût des produits non vendus et ce, à partir du gain hebdomadaire généré par les pourboires.

Ils nous racontent une histoire qui en dit long sur le respect des patrons pour leurs travailleurs. Pendant son quart de travail, une travailleuse se fait écraser

une jambe entre deux véhicules, par la faute d'un client qui n'a pas immobilisé son véhicule correctement. Le patron demande alors aux autres travailleurs de la déprendre de cette fâcheuse position, de lui retirer l'habillement l'identifiant à la station d'essence et de la jeter à la rue, pour ne pas avoir à lui verser ses indemnités. Cette travailleuse est maintenant assistée par le syndicat pour faire valoir ses droits.

Les travailleuses dénoncent aussi le harcèlement sexuel et psychologique dont elles sont victimes, autant de la part de leurs patrons que de leurs propres collègues de travail.

Les organisateurs reconnaissent que l'élément crucial est l'information et la formation. C'est par ces moyens que les travailleuses et les travailleurs apprennent leurs droits, sont sensibilisés au harcèlement et éliminent les comportements malsains entre eux.

Avec les conventions collectives de travail, les patrons versent un salaire aux travailleurs, qui ne sont plus obligés de verser une partie de leurs pourboires à leurs patrons.

Les travailleuses et les travailleurs revendiquent maintenant des garderies gratuites, un grand nombre de mères étant monoparentales.

Ces luttes ne sont pas faciles. Les forces en présence sont très inégales. Par exemple, le Secrétaire du gouvernement et ministre de l'intérieur possède à lui seul 42 stations d'essence. Il y a donc des intérêts très forts qui s'opposent au mouvement syndical, avec beaucoup de moyens.

RENCONTRE AVEC DES TRAVAILLEUSES DE MAQUILADORAS

Ah, si on regardait un peu plus loin, on verrait !

Toutes les personnes que nous avons rencontrées ont un point en commun : leur énorme volonté de défendre les droits des travailleuses et des travailleurs, même au prix de leur santé, de leur sécurité, voire même de leurs propres vies, pour un avenir meilleur. Elles témoignent de leur cause, nous communiquent leur passion et nous transmettent leur conviction qu'un jour, elles amélioreront leurs conditions de travail, sur la base du respect de leur personne et des lois en vigueur. Ce pays qui a des lois pour que tout citoyen trouve sa place avec dignité et respect.

Serrures Yale

Helbia Salazar nous raconte les événements entourant le changement d'accréditation des travailleuses et des travailleurs de l'usine fabriquant des serrures Yale. Le syndicat, qui devait en principe les représenter, était un syndicat corporatiste (Charros). Ces syndicats sont en fait une protection pour les patrons : ils leur permettent de tenir à l'écart les syndicats indépendants.

Silvia Léonide nous raconte comment ils ont réussi à se séparer de la CTM (Confédération de Travailleurs de Mexique). Le changement d'accréditation a amené l'entreprise Yale à fermer ses portes et à déménager dans un autre État mexicain, pour éviter un syndicat

taires et d'autres s'opposent en si grand nombre à la privatisation de PEMEX, comment peut-on arriver à un pourcentage si élevé disant le contraire ?

Je ne retrouve pas l'information dans d'autres journaux. Bien sûr, la personne qui n'est pas trop au courant de toutes les questions entourant la privatisation de PEMEX et qui lit de tels journaux va se faire une idée fautive de la situation.

Les compagnies les plus intéressées à la privatisation sont les



pétrolières états-uniennes, tel Exxon Mobile, un des principaux fournisseurs d'essence et autres dérivés du Mexique, dont la capacité de raffinage ne peut combler la consommation.

Le discours en faveur de la privatisation tourne autour de l'incapacité de PEMEX d'investir dans sa propre industrie, autant dans la recherche que dans l'accroissement de ses capacités de raffinage. Le secteur privé serait le sauveur de cette industrie.



PARTENARIAT NORD-AMÉRICAIN POUR LA SÉCURITÉ ET LA PROSPÉRITÉ (PSP)

La demande mondiale pour les hydrocarbures ne cesse de s'accroître. La croissance économique des pays émergents, comme la Chine et l'Inde, l'explique en grande partie. Devant cette demande et le volume limité des réserves mondiales, les États-Unis cherchent à assurer leur autonomie énergétique auprès de producteurs extérieurs. Voilà le cadre qui a donné naissance au Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité entre le Canada, les États-Unis et le Mexique.

Ce partenariat vise principalement à assurer aux États-Unis l'approvisionnement en pétrole et toute autre ressource au nom de la sécurité et prospérité économique nationale et ce, peu importe le parti politique au pouvoir dans les pays voisins.

LEÇON À RETENIR

La lutte des Mexicains en est une pour la préservation des ressources naturelles au bénéfice du peuple. Ils veulent sauvegarder l'indépendance de leur nation face aux multinationales qui tentent de s'approprier les richesses dont leur pays a besoin pour sa survie et son épanouissement.

Des situations similaires se vivent ici avec les sables bitumineux en Alberta et au Québec avec Hydro-Québec. Ces travailleuses et travailleurs mexicains sont des modèles à suivre pour la lutte contre les effets néfastes de la mondialisation et du contrôle exercé par les multinationales sur nos peuples.

Nous devons être plus solidaires que jamais et utiliser les mêmes méthodes que les multinationales, des traités ou des ententes entre nous pour mieux nous organiser et concerter nos actions communes. Nous sommes confrontés à ces problèmes face aux multinationales n'importe où dans le monde !

La solidarité, ça marche.

Le contenu des pages 7 à 9 :
d'après des comptes-rendus de David Maden,
du Syndicat canadien des communications, de
l'énergie et du papier (SCEP-FTQ)



plus combatif. L'entreprise employait 450 travailleuses et travailleurs.

Toute cette lutte avait débuté avec une volonté de changer de délégué local : insultes et dénigrement ont suivi leur geste. Les travailleuses se sentaient mal représentées. Le tout culmina avec une affiliation au FAT. Finalement, les travailleuses de Yale partisans du FAT ont perdu la majorité, ce qui n'a pas empêché l'employeur de déménager l'entreprise en décembre 2007. Malgré une grève d'occupation, les travailleuses de Yale n'ont pu prévenir la relocalisation des équipements à Guadalajara.

Entrepôts d'approvisionnement

Irma Rojas nous raconte la lutte des travailleuses des entrepôts d'approvisionnement pour obtenir une accréditation en tant que syndicat indépendant. Leur lutte a débuté en 2001 lorsque les travailleuses se sont organisées en syndicat indépendant et se sont affiliées au FAT. En avril 2002 le Secrétariat du travail (ministère du travail) a fait une vérification des affiliées et le syndicat FAT a gagné. Des travailleuses ont alors été congédiées.

Grâce au Fonds de solidarité à l'appui mutuel, les travailleuses congédiées ont reçu de 70 % à 80 % de leurs salaires. D'autres qui étaient restées à l'emploi ont fait une grève pour forcer la réintégration de travailleuses congédiées. Et elles ont gagné cette bataille. Depuis ce temps (août 2003), elles luttent pour amener l'employeur à signer une convention collective de travail tel que stipulé dans les lois du travail. Pour illustrer la férocité avec laquelle l'employeur s'oppose à leurs droits, voici l'exemple d'un des organisateurs de la campagne d'accréditation, José Trécho, qui s'est fait casser les dents par des « bras de fer » au service de l'employeur pour le dissuader de continuer.

Télécoms

Le syndicat de Télécoms représente 10 000 affiliés dans les Postes, la téléphonie et l'Internet. Vers 1994, on découvre des fraudes dans la caisse de retraite et de fidéjournés des comptes d'accès à l'habitation. En 1996, les travailleuses dénoncent publiquement ces fraudes et exigent des enquêtes et la restitution des sommes dérobées. Dans leur lutte, les travailleuses ont eu droit à tous les obstacles. L'entreprise, un service parapublic, était sous l'emprise des syndicats corporatistes. En 2001, à la suite de plusieurs tentatives et de mobilisations, les travailleuses ont fait une demande d'accréditation, qui leur est finalement accordée en 2003, avec l'aide du FAT (assistance juridique, formation, appuis financiers, etc.).

Depuis 2003, aucune convention collective n'a été signée et l'employeur ne tient pas non plus à s'y soumettre. Irene Nietos, qui a 35 ans de service et qui aurait droit à sa retraite, dit qu'elle ne la prendra pas avant que la signature du premier contrat collectif de travail soit concrétisée.

RENCONTRE AVEC L'UNION NATIONALE DES TRAVAILLEURS (UNT)

Contre le corporatisme syndical

Le 20 février, nous avons rencontré l'Union nationale des travailleurs (UNT), une nouvelle centrale syndicale s'opposant au syndicalisme corporatiste et pro-gouvernemental de la Confédération des travailleurs mexicains (CTM). Ce nouveau pôle syndical s'est constitué à partir de syndicats corporatistes en quête de démocratie et de syndicats paysans indépendants, opposition historique au pouvoir. L'idée a été lancée en novembre 1997 et plus de 150 syndicats y ont adhéré.

Ces syndicats sont de différentes visions, de gauche, démocrate, modérée, etc., mais leurs objectifs se rejoignent sur plusieurs points.

Pour les organisations les plus anciennes de cette tendance indépendante, avant l'UNT, c'était presque aller à l'abattoir que de résister aux pressions et penser créer un nouveau syndicat.

Dès le début, l'UNT a su montrer des positions atterrantes. En moins d'un an, chaque État mexicain comptait son organisation UNT, ce qui a accéléré le regroupement. Après 10 ans, l'UNT représente plus de 1 850 000 travailleurs mexicains.



Au Mexique, elle est devenue un point de référence syndical et a mis à mal à l'étranger cette idée qu'il n'y avait que des syndicats corporatistes au Mexique.

L'UNT est loin de regrouper tous les syndicats mexicains d'opposition, mais c'est elle qui montre la voie à suivre et il n'y a pas de lutte syndicale dans le pays sans son appui, même avec des organisations qui ont des contrats de protection.

Ainsi avec les organisations de mineurs (CROC), qui ont des contrats de protection, l'UNT a réussi à empêcher la nomination des dirigeants syndicaux par le gouvernement. On ne peut accepter que le gouvernement enlève des dirigeants syndicaux et les remplace par des personnes de son choix, même dans un syndicat corporatiste. Ce régime de protection est un des grands chantiers de lutte de l'UNT.

Les travailleurs de l'éducation aux prises avec le corporatisme

Aux dires de nos interlocuteurs mexicains, leur système d'éducation coûte cher et est de mauvaise qualité. De plus, la situation syndicale y est compliquée, prise entre le corporatisme officiel ambiant et le désir des enseignants et de la population d'améliorer le système.

Longtemps, les enseignants ont été considérés comme des contractuels et non comme des employés, ce qui limitait leur droit à la syndicalisation. On considérait le personnel du secteur académique comme des contractuels donnant des services alors qu'eux-mêmes voulaient être considérés comme des salariés.

Historiquement, le Syndicat des travailleurs en éducation des adultes (SCNETA) était le seul syndicat à avoir une accréditation nationale, exception faite évidemment du syndicat officiel. Ce dernier, corporatiste et dirigé par Estella Gordido, a plus contribué à faire élire le PAN qu'à aider les jeunes.

En 1999, il y a eu une lueur d'espoir lorsque le gouvernement de la ville de Mexico (PRD) a jeté les bases de deux grands projets favorisant l'éducation publique, afin de donner accès à tous à l'enseignement supérieur.

Comme il s'agissait de projets généreux, les travailleurs de l'éducation pensaient qu'ils allaient avoir l'appui du gouvernement dans leur désir de se syndiquer, mais ils ont rencontré beaucoup d'obstacles dans leur lutte d'accréditation. Le tribunal d'arbitrage est allé jusqu'à dire qu'un professeur n'est pas un travailleur et n'a donc pas le droit de se syndiquer.

Après deux ans de luttes, le Syndicat indépendant des classes préparatoires (équivalent des dernières années du secondaire et de la première année de cégep) a obtenu son accréditation en février 2007 et a signé sa première convention collective en décembre. La révision des salaires ayant lieu une fois par année, ils sont présentement en période de préparation de grève sur cette question.

À l'Université de Mexico, les travailleurs ont jeté les bases d'un nouveau syndicat. C'est comme ça qu'est né le Syndicat général unique des travailleurs de l'Université de Mexico (SUTUACM), qui représente tout le personnel de l'administration ainsi que les enseignants.

À partir de l'an 2000, le personnel technique a voulu s'affilier au Syndicat pour contrer les quotas de réussite. Le processus de syndicalisation a duré deux ans. De 3500 travailleurs administratifs syndiqués en 2000, ils sont passés à 7000 en 2002. Il reste maintenant 20 000 enseignants à syndiquer. Une des particularités de leur convention collective est à l'effet que tout le personnel, ouvrier, administratif et enseignant est sur la même échelle salariale, ce qui est unique à cette université.

On retrouve au conseil d'administration de l'Université des représentants des travailleurs et des étudiants, élus par leurs pairs.

L'ÉDUCATION AU MEXIQUE

On estime au Mexique que 36 millions de personnes devraient avoir accès à l'éducation des adultes. 7000 nouveaux cas s'ajoutent annuellement à ce total. Pour répondre à la demande, l'éducation des adultes ne compte que 7000 travailleurs.

Si l'analphabétisme diminue, ce n'est pas que les programmes sont efficaces, mais parce que les personnes âgées décèdent.

L'éducation n'est pas une priorité pour le gouvernement mexicain, qui n'y investit que 1% de son budget alors que la moyenne mondiale est de 12%.

L'éducation est obligatoire jusqu'à la fin du secondaire mais il n'y a pas de sanction si les parents ne s'y conforment pas.

L'éducation est supposément gratuite, mais si on compte les frais de transport et le matériel scolaire, il est difficile, voire impossible, pour les travailleurs au salaire minimum de couvrir ces frais. Ces jeunes non qualifiés ont ensuite de la difficulté à se trouver un travail intéressant.

Renégocier l'ALENA

Depuis plusieurs années, les organismes paysans du pays ont mis de l'avant la nécessité de renégocier l'Alena, non sans raison. La culture du soya, par exemple, a complètement disparu du Mexique ; 25 % du maïs que consomment les Mexicains provient des États-Unis ; 38 % du riz et 48 % du blé proviennent de l'étranger. Cette augmentation des importations pour combler les besoins locaux se généralise.

Ainsi la consommation de fèves et de haricots, qui n'a augmenté que de 30 %, a vu son importation faire un bond de 170 %. La même chose s'est produite avec le riz dans des proportions de 40 % d'augmentation de consommation pour 190 % d'augmentation d'importation. Cela signifie que des milliers de petits producteurs sont évincés du marché au profit des producteurs subventionnés des pays industrialisés.

Ces importations massives pourraient être acceptables si cela rendait ces produits moins chers à l'achat, mais ce n'est pas le cas : la perte du pouvoir d'achat des Mexicains augmente d'année en année. Les petits producteurs sont condamnés à la marginalité et à la misère ou à émigrer vers les États-Unis ou le Canada. C'est un problème de fond.

La lutte

L'UNT a décidé d'appuyer les organisations paysannes dans leur lutte. Il y a eu quatre grandes mobilisations : 2004, 2006, 2007, 2008.

La réponse du gouvernement à la manifestation de 2007 a été de mettre en place une table de travail avec l'objectif de la défense de la souveraineté alimentaire et des salaires. Les syndicats n'ont malheureusement pas réussi à faire pencher la balance.

En 2008, les syndicats essaient de nouveau avec un meilleur rapport de force, en partenariat avec les organismes de la société civile, notamment des milieux académiques et religieux. L'idée est simple : ou on nous étrangle individuellement ou on se sauve ensemble.

L'ALENA a des effets négatifs au Mexique, mais elle en a aussi au Canada. Dans quelle direction faudrait-il modifier les accords commerciaux de telle sorte que chacun puisse en tirer profit ?



Le retard du Mexique en éducation

Le système d'éducation mexicain ne suffit pas à la demande. En un peu plus de 50 ans, la population mexicaine est passée de 25 millions en 1950 à 104 millions en 2005, ce que les prévisions démographiques gouvernementales n'avaient pas prévu. Rien n'a été fait pour mettre les structures nécessaires en place tant au niveau des ressources que du matériel pour répondre à l'explosion des nouveaux besoins.

Nombre de jeunes sont donc exclus du système éducatif. On estimait en 2005 à 45 % le taux des personnes de 15 ans et plus n'ayant pas terminé leurs études primaires ou n'y étant jamais allés. Quinze ans plus tôt, ce taux était de 62,7 %. Certes un progrès, mais trop peu.

LES FEMMES ET LA POPULATION RURALE, LES PERDANTS PARMIS LES PERDANTS

Le retard touche surtout les femmes et la population rurale. Dans ce dernier cas, le retard est de 75 %, contre 35 % dans les zones urbaines. Dans les provinces du Nord, la population sans instruction ne dépasse pas 3 % ou 4 % alors que dans celles du Sud, ce chiffre avoisine les 20 %.

Ces inégalités se reproduisent évidemment dans l'enseignement supérieur, où la population féminine et la population rurale sont sous représentées. La proportion de femmes en 3^e année de licence est inférieure de 2,5 % à celle des hommes ; ce taux monte à 9 % aux 2^e et 3^e cycles universitaires. Au sein de la population à faible revenu, seulement 10 % des jeunes urbains et 3 % des jeunes ruraux accèdent à l'enseignement supérieur.

À tout cela, il faut ajouter l'absentéisme, qui atteint 37 % parmi ceux qui ont réussi à entrer dans le système scolaire.

Tous ces faits expliquent que 6 % seulement de la population âgée de 24 à 64 ans arrive au terme de l'éducation supérieure.

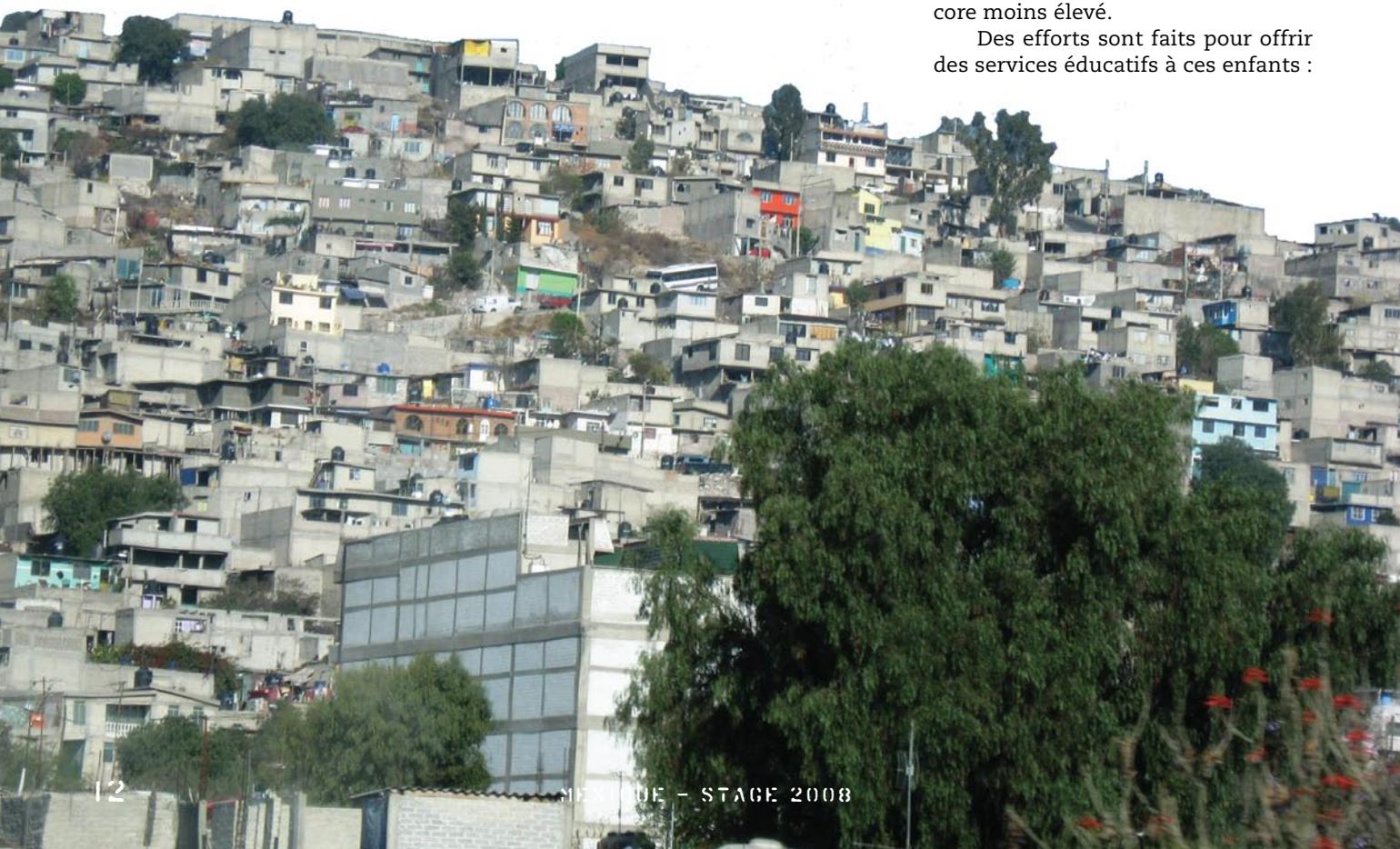
Il faut dire que ce sont les jeunes à l'enseignement supérieur qui reçoivent le moins d'aide. En 2006, seulement 3 % des jeunes en âge de suivre des études supérieures ont bénéficié d'une bourse de 75 \$ à 100 \$ par mois et 0,1 % de cette population boursière a bénéficié d'une bourse pour poursuivre des études de 3^e cycle.

LES ENFANTS DES TRAVAILLEURS MIGRANTS, « UNE MINORITÉ MARGINALISÉE »

Chaque année, à la saison des récoltes, on estime que 300 000 enfants de 6 à 14 ans migrent vers le Nord du Mexique en compagnie de leurs parents qui vont travailler comme ouvriers agricoles. Les travailleurs agricoles migrants arrivent habituellement sur place en septembre ou en octobre et travaillent jusqu'au début de mai.

La moitié de ces enfants commencent à travailler dans les champs vers 10 ans et leur nombre se multiplie à mesure qu'ils vieillissent. Seulement un enfant sur dix dans cette situation va à l'école ; le nombre de ceux qui finissent le primaire est encore moins élevé.

Des efforts sont faits pour offrir des services éducatifs à ces enfants :



des programmes d'une grande souplesse de calendrier ont été élaborés, mais les moyens financiers n'ont pas suivi. De plus, on y retrouve un corps enseignant souvent improvisé, des installations rudimentaires et du matériel insuffisant.

UNE AIDE POUR LES PLUS PAUVRES

Le programme Opportunités a été créé pour aider les familles qui se trouvent dans des conditions d'extrême pauvreté. Les enfants reçoivent de 6 \$ à 48 \$ par mois en fonction du niveau de scolarisation.

Ce programme a permis de réduire l'absentéisme scolaire de 17% dans les zones rurales et de près de 10% dans les zones urbaines. Le taux d'échec scolaire a reculé de 13% en zone rurale et de près de 20% en zone urbaine.

Ces politiques ont aidé les parents à maintenir leurs enfants dans le système éducatif mais ceux-ci, bien souvent, obtiennent un diplôme sans avoir pour autant acquis les compétences correspondantes.

En 2003, le Mexique a été classé 38^e sur 41 pays en compétences mathématiques, aptitude scientifique et efficacité en résolution de problèmes et 39^e en aptitude de lecture (OCDE, 2004).

LES EFFORTS DU GOUVERNEMENT RESSEMBLENT À DES COUPS D'ÉPÉE DANS L'EAU

On peut affirmer que les politiques qui ont été appliquées et les programmes mis en place ont favorisé le relèvement de la moyenne des années de scolarisation (de 7,6 ans en 2000 à 8,4 ans en 2006). On observe également une amélioration des résultats à tous les niveaux. Ce qui a été réalisé n'est cependant pas suffisant au regard des inégalités régionales, socio-économiques et de genre qui subsistent si on tient compte du grave retard en matière des compétences de la population et de la grande masse de jeunes sans accès à l'éducation.

Le Mexique devrait revoir à la hausse ses investissements en éducation. Mais il n'en est rien. Les investissements dans le secteur public d'éducation se sont élevés en 2006 à 5,4% du PIB alors qu'en 1993, ils représentaient 5%. Une hausse de seulement 0,4% en 13 ans alors que les besoins ont explosé. Les investissements privés en matière d'éducation sont également très faibles, soit 1,6% du PIB en 2006.

Les dépenses pour l'éducation élémentaire et secondaire se sont accrues entre 1995 et 2003 de 49% et de 67% pour l'enseignement supérieur. Cependant si l'on tient compte de l'augmentation du nombre des élèves et étudiants, cet accroissement se ramène respectivement à 32% et 13%.

L'effort consenti en direction de l'école primaire et de lycées représente un tiers de la moyenne des pays de l'OCDE; l'enseignement secondaire, le quart et l'enseignement supérieur, la moitié.

Le contenu des pages 10, 11, 12 et 13 :
d'après des comptes-rendus de Marie Racine,
de la Fédération du personnel de soutien de
l'enseignement supérieur (FPSES-CSQ)

Ce rapport de stage est une production de CISO, sous la responsabilité de Francine Néméh et de Marie-Noëlle Roy. Réécriture et production : Jacques Gauthier. CISO juin 2008.

Centre international de solidarité ouvrière (CISO)

565 Crémazie Est, bureau 3500, Montréal, Québec, H2M 2V6

Tél.: 514-383-2266

info@ciso.qc.ca

www.ciso.qc.ca

Les femmes et le travail au Mexique

Au Mexique, les femmes sont toujours confrontées à l'inégalité, à la pauvreté et à l'exclusion, qui les frappent davantage elles et leurs enfants que les hommes. La majorité des femmes occupent des emplois sous qualifiés et mal rémunérés.

Une situation difficile qui évolue

- Le personnel des postes d'essence est principalement composé de femmes : la politique des franchisés est de les embaucher en priorité. On les choisit blondes de préférence, belles et jeunes. Elles sont souvent monoparentales. Ces femmes vivent à répétition le harcèlement sexuel et psychologique de la part de leurs collègues de travail, de leur gérant et de leur employeur.
- Un test de grossesse est obligatoirement effectué avant l'embauche et est refait à tous les six mois. Si l'employée est enceinte, elle est congédiée dès que son état devient apparent.

Toutefois :

- Plusieurs syndicats ont des femmes comme représentantes syndicales.
- Dans les conventions collectives des secteurs industriel et manufacturier, des clauses en faveur des femmes sont prévues.
- Après une longue lutte menée dans une entreprise, le syndicat a obtenu que deux femmes soient machinistes. Six femmes font maintenant ce travail et reçoivent le même salaire que les hommes. La très grande majorité des hommes a d'ailleurs appuyé cette décision. Malgré le fait que l'entreprise ait mis des bâtons dans les roues au syndicat, ce dernier a réussi à faire la démonstration que les femmes sont très habiles dans ce genre de travail.
- Les mères de famille doivent compter sur le réseau familial pour s'occuper de leurs enfants. Ainsi, lorsqu'elles sont au travail, la responsabilité de la garde des enfants est confiée à d'autres femmes : mère, tante, etc. Cependant, dans certaines entreprises où le syndicat est présent, des garderies existent.

S. L.



Dans les *maquiladoras*, la majorité des travailleurs sont en fait des travailleuses et leurs droits sont régulièrement bafoués. Il s'agit souvent de femmes seules, célibataires, dont le niveau d'étude est très bas. La flexibilité, la violence, la répression anti-syndicale, les heures supplémentaires, la discrimination, les problèmes de santé et les tests de grossesse forcés à l'embauche caractérisent leur situation. L'irresponsabilité sociale des corporations transnationales, auxquelles appartiennent ces usines d'assemblage, est en cause et doit être dénoncée. Ces corporations échappent aux obligations civiques les plus élémentaires et leur seule présence contribue à la détérioration du tissu social.

Les organismes comptent sur la solidarité internationale pour assurer la défense et la promotion des droits des travailleuses parce que, dans certaines villes, il s'agit d'une question de vie ou de mort.

Le Front authentique des travailleurs (FAT) travaille à l'atteinte de l'égalité des genres. Il donne beaucoup de formation sur les droits des femmes et organise des ateliers sur l'équité des genres. Les femmes sont encouragées à ne pas accepter d'être traitées différemment des hommes.

Le syndicat doit travailler à conscientiser les employeurs à l'importance de protéger les femmes contre le harcèlement, qui est souvent la porte d'entrée du syndicat indépendant dans l'entreprise. D'ailleurs, des clauses de harcèlement se trouvent dans certaines conventions collectives.

Suzanne Lavoie

Le contenu des pages 14 et 15 :
d'après des comptes-rendus de Suzanne Lavoie,
de la Fédération interprofessionnelle de la santé
(FIQ), et de Marjolaine Côté, de la Fédération des
employées et des employés des services publics
(FEESP-CSN)

Un hôpital pour les employés municipaux



Le dimanche 24 février à Ciudad Juárez, nous poursuivons nos échanges sur le sort des services publics dans nos pays respectifs : Mexique, États-Unis et Canada. Les membres du syndicat de la municipalité de Juárez se joignent à nous.

SIMILITUDES

Plusieurs constats quant aux similitudes : dans les trois pays, les services publics sont menacés par la privatisation ; les droits des travailleuses et des travailleurs diminuent ; les libertés syndicales sont de plus en plus menacées ; des gouvernements de droite dirigent actuellement nos trois pays et les travailleuses et travailleurs voient leur tâche augmenter de façon alarmante.

DIFFÉRENCES

Les différences sont assez marquées quant aux conditions de travail, l'application des lois du travail, la répression des militantes et militants qui tentent de s'organiser en dehors des syndicats officiels, la qualité des soins de santé mais surtout au niveau des salaires.

QUELLE EST LA SOLUTION ?

Il apparaît clairement que la construction d'alliances à la grandeur de la société soit l'avenue la plus appropriée pour contrer tous les dangers qui nous guettent. La solidarité syndicale internationale prend tout son sens lorsqu'on constate les difficultés qui nous confrontent dans nos trois pays. Si nos gouvernements et les grandes multinationales ont pu le faire, nous pouvons le faire nous aussi.

M. C.

La journée du dimanche, 24 février, s'est terminée avec la visite d'un hôpital ouvert il y a trois ans à l'intention des travailleurs municipaux et de leurs familles. Cet établissement de 33 chambres donne des soins généraux et spécialisés à une population de 30 000 habitants. Avec ses 130 employés syndiqués, l'établissement doit composer avec une pénurie de personnel, notamment d'infirmières spécialisées.

La formation de base des infirmières mexicaines est de quatre années, auxquelles il faut ajouter une ou deux années pour celles qui se spécialisent. Il n'existe pas de corporation professionnelle pour le personnel soignant, mais une association d'infirmières qui s'identifie par le port de la coiffe au travail. L'adhésion n'y est pas obligatoire.

La semaine de travail est de quarante heures. Du lundi au vendredi, la durée de la journée de travail est de sept heures pour le quart de jour et de dix heures pour celui de nuit. Les fins de semaine, la journée de travail passe à 14 heures le jour et demeure à 10 heures la nuit. Des primes d'inconvénients sont allouées pour le service de nuit et de fin de semaine et les uniformes sont fournis.

L'hôpital dispose de toutes les installations nécessaires pour que soient dispensés les soins requis. Selon le directeur adjoint, les soins y sont excellents et supérieurs à ceux donnés dans les autres établissements.

Suzanne Lavoie

L'IMPORTANCE DES ALLIANCES INTERNATIONALES

Nos économies sont de plus en plus intégrées à l'échelle mondiale. Nos emplois, nos conditions de travail, nos services publics et nos programmes sociaux sont déterminés par des influences qui souvent nous échappent, que ce soient les politiques économiques établies par le G-7, l'OCDE ou le FMI, les politiques commerciales du GATT ou de l'ALENA, les délocalisations d'entreprises, la pollution atmosphérique que nous créons ou dont nous héritons.

La solidarité ouvrière ne connaît plus de frontières. L'action syndicale internationale peut accroître notre potentiel de défense :

- Échanges de renseignements sur le comportement des entreprises ou sur l'application des politiques néolibérales ;
- Échanges sur les stratégies syndicales ;
- Assistance lorsque les droits syndicaux sont bafoués ;
- Assistance particulière des centrales du Nord à l'égard de celles du Sud, plus jeunes, moins structurées, pour permettre à celles-ci de mettre fin à l'exploitation particulière dont les travailleuses et les travailleurs du Sud sont victimes (bas salaires, mauvaises conditions de travail, protection sociale insuffisante).

L'action syndicale internationale est en plein développement : par la création de la Confédération syndicale internationale (CSI), par la cohésion de plus en plus grande entre les différents acteurs syndicaux internationaux : fédérations internationales, Confédération européenne des syndicats, Commission consultative syndicale auprès de l'OCDE, etc.

Il devient impératif de comprendre l'importance de partager nos analyses et nos stratégies, les difficultés que rencontrent les syndicats se ressemblant d'un pays à l'autre, si nous voulons mener des actions communes.

Après un court séjour au Mexique, où nous avons pris connaissance des difficiles relations de travail des travailleuses et des travailleurs de ce pays, il semble clair que notre action syndicale doit se déployer plus largement et viser la mise en place de mécanismes de gouvernance internationale plus équitables.

Marjolaine Côté

Samedi, le 23 février, nous sommes à Ciudad Juarez, où nous sommes accueillis par le centre de formation ouvrière CETLAC. Créé en 1996 par le FAT, le Centre d'études et de formation sur les droits du travail (CETLAC) a comme principal objectif de former les travailleuses et les travailleurs sur leurs droits.

Le CETLAC nous fait visiter un des parcs industriels que compte cette ville frontalière où sont installées de nombreuses usines de sous-traitance communément appelées les maquilas ou maquiladoras. Nous sommes



Marie-Noëlle Roy en compagnie d'hôtes mexicains

consternés par l'ampleur de ce phénomène : des usines très modernes, bien entretenues et surtout bien entourées de clôtures. Notre regard se porte de l'autre côté où sont situés les quartiers populaires, là où vivent et survivent des milliers de familles entassées à plusieurs dans des habitations qui n'ont que 2 pièces.

Les dirigeants du CETLAC ont organisé une rencontre avec une de ces familles et nous avons l'immense privilège de discuter avec la maîtresse de maison, qui travaille dans une de ces usines : elle nous explique les problèmes rencontrés et comment elle réussit à s'en sortir.

Elle nous sert un repas et c'est ainsi que nous avons l'opportunité de partager le dîner avec son époux et leur plus jeune fille. Malgré toutes les difficultés, cette famille a su conserver une grande dignité et nous constatons la détermination dans leurs regards.

En fin de journée, nous nous rendons dans les locaux du CETLAC pour y rejoindre l'équipe du centre ainsi que des travailleuses et des travailleurs de *maquilas*. Nous sommes accompagnés par des travailleurs du syndicat états-unien United Electrical, Radio and Machine Workers of America (UE) et des travailleurs de l'État de Nayarit, sur la côte Pacifique.

Après les salutations d'usage, un exposé nous est fait sur la situation sociale, économique et du travail de la ville de Juarez. Il y a dans cette ville 35 parcs industriels et 400 entreprises, où travaillent plus de 250 000 personnes. Mais depuis quelque temps, ces travailleurs font face à la délocalisation. En effet, malgré les faibles conditions de travail, plusieurs de ces entreprises ont fermé leurs portes pour aller s'établir en Chine, là où la main-d'œuvre est encore moins chère.

Marjolaine Côté



El Paso, vu de Ciudad Juarez, policiers et clôture en prime.

Ciudad Juarez la cité des mortes

Ciudad Juarez, à la frontière du Mexique et des États-Unis, principale ville de maquiladoras du pays et la bien nommée « cité des mortes ».

Ville de 1 300 000 habitants, voisine pauvre de la ville américaine de El Paso au Texas, Ciudad Juarez a vu plus d'un millier de ses jeunes femmes enlevées depuis 1993. De ce nombre, près de 500 ont été retrouvées : violées, torturées et assassinées. Et cela n'arrête pas : depuis janvier 2008, 14 jeunes femmes ont été tuées et trois autres ont disparu.

La caractéristique principale de ces femmes : elles viennent toutes d'un milieu pauvre, presque toujours ouvrières, et toutes ont été victimes de violence sexuelle avant d'être étranglées ou poignardées. Il ne s'agit pas seulement de femmes adultes, mais aussi d'adolescentes et même de fillettes.

Ces femmes, la plupart des ouvrières et soutien de famille, ont souvent été surprises sur la route du travail. Leurs cadavres sont souvent découverts dans des terrains vagues de banlieue, dans le désert, dans les quartiers du centre-ville. Parfois les corps ne sont jamais retrouvés.

Ce qui est terrible dans cette histoire, c'est que jusqu'à maintenant, aucun réel coupable de ces meurtres n'est derrière les barreaux. Les autorités policières et politiques font preuve de laxisme dans ce dossier. Les seules arrestations semblent l'avoir été pour satisfaire l'opinion publique.

Pour toutes les femmes, Ciudad Juarez est devenue la ville la plus dangereuse au monde.

Ciudad Juarez est le principal centre mexicain des industries de sous-traitance (maquiladoras), venant principalement du Canada et des États-Unis, notamment Bombardier et Electrolux.

Martin Courville
Syndicat des Métallos